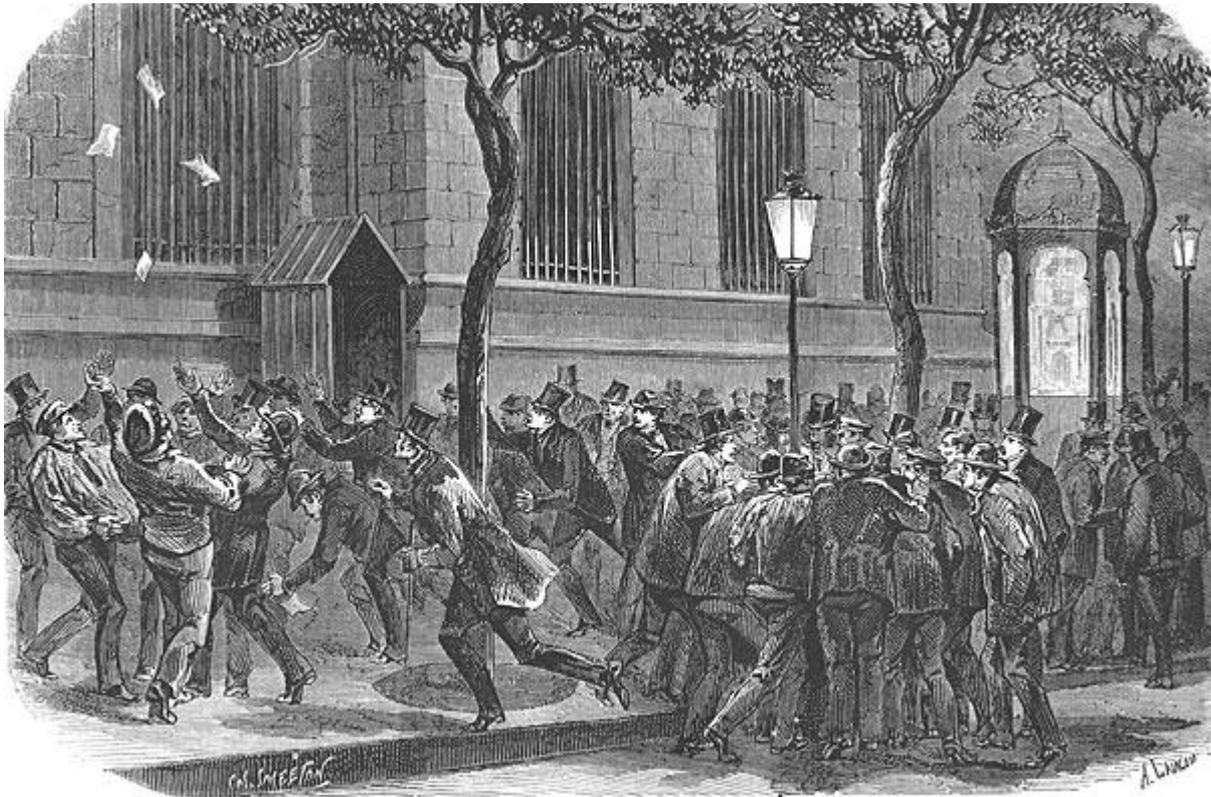


Balade littéraire à Paris sur les pas des Communards et des Versaillais

le 4 septembre 2022

De la rue Haxo à la place Léon Blum

Après le scandale de l'affaire Victor Noir [\[1\]](#), le régime vient de reprendre un peu de vigueur grâce au plébiscite de mai 1870, lorsque de subtiles considérations diplomatiques sur le trône d'Espagne - attisées par le belliqueux chancelier Bismarck - le conduisent à déclarer la guerre à la Prusse, sans y être préparé.



LE PLÉBISCITE. — Scène devant la caserne Napoléon. — Les soldats jettent à la foule des bulletins faisant connaître le résultat du scrutin. —

La volonté de Napoléon III d'atteindre une légitimité encore plus grande par une victoire militaire et le lobbying de la droite impérialiste, sous l'égide de l'impératrice Eugénie, mènent ainsi au chaos, en quelques semaines, un empire vieux de vingt ans.



La dalle en l'honneur des otages exécutés, dans la cour du 51 rue du Borrégo.

La capitulation de Mac-Mahon et de l'empereur à Sedan le 2 septembre 1870 provoque l'insurrection à Paris et la création d'un gouvernement provisoire de Défense nationale, piloté par les républicains modérés Léon Gambetta, Ernest Picard et Jules Favre. On y intègre le député d'extrême gauche Henri Rochefort, à peine sorti de prison. La défense de la ville est placée entre les mains du peu républicain général Trochu (qui est le *Participe passé du verbe Tropchoir*, écrit Hugo dans *L'Année terrible*).

La IIIe République est proclamée le 4 septembre et l'on promet de poursuivre la guerre. Mais la capitale est bientôt encerclée par les Prussiens.

Le siège de Paris débute le 19 septembre et inaugure la période que Hugo appellera « l'année terrible ».

Gambetta, ministre de la Guerre et de l'Intérieur, s'échappe en ballon le 7 octobre et gagne Tours pour continuer le combat. Si les Républicains sont pour la poursuite de la guerre, Thiers et les conservateurs veulent la paix au plus vite. Et le gouvernement de Défense nationale s'efforce de négocier la paix tout en continuant la guerre, tant que les conditions d'une paix juste ne sont pas réunies.



Une barricade sur le boulevard Magenta en 1871.

L'ambiance est de plus en plus au renversement du gouvernement provisoire par le peuple parisien, qui, lui, veut se battre jusqu'au bout.

Suite à la pitoyable reddition de Bazaine à Metz et au retour, penaud, de Thiers, chargé par le gouvernement de trouver des soutiens auprès des autres pays européens, une partie des gardes nationaux tentent de prendre l'Hôtel de Ville le 31 octobre au cri de "Vive la Commune" ! avec Blanqui, Delescluze, Flourens, Vaillant, etc. Ils sollicitent l'appui de Hugo, qui refuse. La division des insurgés permet à Trochu de les chasser de l'Hôtel de Ville. Vallès en profite pour prendre la mairie de La Villette, place de Bitche... avant de la rendre au "vrai" maire lorsqu'il apprend la défaite du putsch de l'Hôtel de Ville (cf. *L'Insurgé*). Il se cache ensuite quelques jours mais ne sera pas arrêté.

Rochefort démissionne du gouvernement le 1er novembre. Celui-ci organise le 3 un référendum sur son maintien, effectivement confirmé par une très large majorité de votants. Des élections municipales suivent, qui font passer à l'extrême gauche les mairies des XIe, XVIIIe, XIXe et XXe. Le modéré Jules Ferry succède à Etienne Arago à la mairie de Paris. Peu à peu, les effets du siège se font durement sentir.

Les armées de Gambetta connaissent quelques succès en province, mais, bientôt, surtout des défaites. La "résistance" fuit Tour pour Bordeaux.



14 rue de la Corderie.

Le 7 janvier, une "affiche rouge" rédigée par Vallès, Tridon, Leverdays, Vaillant couvre les murs de Paris pour réclamer la démission du gouvernement et la poursuite de la guerre. Pour refroidir définitivement l'ardeur de la Garde nationale, Trochu lance une sortie-suicide vers Buzenval, mi-janvier. C'est l'hécatombe pour les parisiens, et une colère décuplée en retour. Trochu cède la place au général Vinoy. Le 22 janvier, une nouvelle tentative de prise de l'Hôtel de Ville est déjouée grâce à l'intervention de la garde mobile [2]. La répression suit : suspension des journaux et clubs révolutionnaires, arrestations.

Le 28 janvier, l'armistice est signé par Thiers. L'armée française doit rendre armes et canons... Pour les Parisiens, c'est une trahison.

Des élections législatives se déroulent le 8 février, afin d'élire une nouvelle Chambre qui va négocier la paix. Celles-ci donnent une majorité conservatrice pour la province, et des députés de gauche pour Paris, dont Louis Blanc, Hugo, Rochefort, Gambetta, Quinet et Garibaldi, arrivé début octobre 1870 avec un corps de volontaires pour défendre la République.

Le 12 février, l'Assemblée nationale se réunit à Bordeaux. Garibaldi doit renoncer à son mandat en raison de sa nationalité italienne. Il est hué par la majorité (monarchiste) des députés. Thiers est désigné chef du gouvernement le 16.

Le 26 février, les préliminaires de paix sont signés à Versailles, stipulant l'abandon de l'Alsace-Lorraine et le versement de cinq milliards de francs-or à l'Allemagne [3]. Ce même jour, les Parisiens s'emparent des canons de la garnison et les installent à Belleville et à Montmartre.

Le 1er mars, la Chambre ratifie les préliminaires de paix, malgré la protestation des députés alsaciens et lorrains, par 546 voix contre 107. Les troupes allemandes entrent dans Paris,

qu'elles quittent le lendemain.

Dans les premiers jours de mars, les gardes nationaux élisent un Comité central et se fédèrent. La garde nationale devient Fédération républicaine, et les gardes nationaux, des « fédérés ».



L'arrestation de Louise Michel.

Le 8 mars, Victor Hugo démissionne en pleine séance de l'Assemblée, après un nouvel incident au sujet de Garibaldi.

Le 10 mars, l'Assemblée vote son transfert à Versailles. [Zola](#) fait le voyage avec elle depuis Bordeaux et continue de suivre ses séances pour le compte du journal *La Cloche* (qui sera interdit mi-avril par la Commune).

Ce même jour, Jules Favre écrit à Thiers *Nous sommes décidés à en finir avec les redoutes de Montmartre et de Belleville* (cité par Louise Michel dans *La Commune, histoire et souvenirs*). La Chambre décide de suspendre la solde des gardes nationaux et le moratoire sur les loyers, mesure qui avait été prise pour compenser les effets du siège et du blocus économique.

Provocation calculée - comme, en juin 1848, la suppression des Ateliers nationaux -, encouragée en sous-main par Bismarck, inquiet de voir le spectacle d'une presse parisienne, redevenue libre depuis le décret liberticide de février 1852, et qui pourrait faire des émules en Europe.

George Clemenceau, maire de Montmartre depuis septembre 1870, tente vainement, pendant plusieurs jours, de réconcilier Paris et Versailles.

Thiers s'installe à Paris le 16 mars, pour "pacifier" la ville.

Il demande à l'armée républicaine de récupérer les canons, dont un grand nombre ont été fondus grâce aux souscriptions des Parisiens. Mal préparée par le général Vinoy, l'opération échoue le 18 mars et provoque le soulèvement de Paris (voir ci-dessous).

Jules Ferry s'enfuit aussitôt. Thiers, retranché au Quai d'Orsay, fuit lui aussi à Versailles, et somme les administrations de l'y suivre sans délai. Louise Michel et d'autres encouragent les

insurgés à les poursuivre à Versailles pour disperser l'Assemblée, mais elle n'est pas écoutée. Les Parisiens élisent le 26 un Conseil municipal (que Vallès intégrera lors d'élections complémentaires en avril). Le Comité central des fédérés de la garde nationale proclame le 28 mars la Commune de Paris.



Le général Galliffet.

Le nouveau pouvoir ordonne des mesures (laïcisation de l'enseignement, interdiction du cumul des traitements pour les fonctionnaires, séparation de l'Eglise et de l'Etat...) qui, pour la plupart, ne connaîtront pas de mise en œuvre avant la Semaine sanglante.

Celle-ci débute le 21 mai après l'irruption de l'armée versaillaise (renforcée après le retour de prisonniers libérés par Bismarck) par la porte de Saint-Cloud, laissée non défendue par les fédérés. Il y a des héros parmi les Communards, mais pas vraiment de chef de guerre capable de diriger des troupes. Des « incendies stratégiques » sont déclarés par les Communards à partir du 23, pour retarder l'avancée des soldats de Mac-Mahon. Des exécutions de prisonniers et d'otages sont menées de part et d'autres (entre autres le 24 mai, celle de l'archevêque de Paris, Mgr Darboy, et, le 26 mai, celles de soldats et de religieux rue Haxo - les jugements et exécutions sommaires par les Versaillais sont trop nombreux pour les citer ici...). Les parisiens sont pourchassés sous la conduite du général Galliffet. On dénombre un millier de pertes chez les soldats versaillais, au moins vingt fois plus chez ceux d'en face.

Après une première balade entre Montmartre et la place Vendôme (voir [1ère balade littéraire à Paris pendant le siège de 1870 et la Commune](#)), voici un itinéraire de trois heures environ qui vous mènera de la rue Haxo à la place Léon Blum (appelée à l'époque place Voltaire).

1) Les marcheurs les plus courageux peuvent commencer au **cimetière du Père-Lachaise**. Charles Hugo, fils de Victor, y est enterré le 18 mars 1871, premier jour de l'insurrection.

Hugo fait alors la connaissance de Courbet.

Le cimetière, deux mois plus tard, est un des derniers lieux de résistance des fédérés.



Vue sur Paris, à l'angle de la rue des Envierges et de la rue Piat.

2) Au **85 rue Haxo**, la foule, excédée par les violences des Versaillais qui progressent d'ouest en est dans la capitale, exécute 52 otages le 26 mai 1871. Ils sont fusillés contre le mur du **53 rue du Borrégo**. Des chefs communards comme Varlin et Vallès ont tenté de s'opposer (lire *L'Insurgé*, chapitre XXIII).

Une dalle garde le souvenir des otages dans la cour du **51 rue du Borrégo**.

3) Le 25 mai 1871 se déroule à la mairie du 20^e arrondissement (ex mairie de Belleville, située alors **136 rue de Belleville** et déménagée depuis) la dernière séance de la Commune. Vallès lui consacre quelques lignes dans *L'Insurgé*. Y participent Ranvier, Trinquet, Ferré, Varlin, Vallès, Vaillant et l'intègre Jourde - membre de la Commission des finances de la Commune, il refuse de prendre l'or de la Banque de France (mais peut-être était-ce aussi par trop de scrupule).

Poursuivons en direction de la rue des Envierges. Rue des Pyrénées, à l'angle avec la rue Levert, se trouve une petite librairie spécialisée sur la Commune.

4) **Rue des Envierges** se trouve la demeure de Félicie et Jacques Damour, le héros de la nouvelle éponyme de Zola. Ils vivent ici les dix années qui précèdent la guerre de 1870. Leur fils est tué aux côtés des Communards en avril 1871, et son père est déporté en Nouvelle-Calédonie. Lorsqu'il rentre en France dix ans plus tard, après l'amnistie, c'est pour apprendre que sa femme s'est remariée avec un boucher qui tient boutique à l'angle de la rue des Moines et de la rue Nollet. Dans *Jacques Damour*, Zola dépeint les Communards comme des êtres intéressés et couards. Damour est lui-même un homme honnête mais faible, qui se laisse entraîner par les autres.

De l'angle de la rue des Envierges avec la rue Piat, on a une vue magnifique sur le parc de Belleville et sur Paris.

Reprenons ensuite la descente de la rue de Belleville. Le n°51 date de 1869.



fresque murale sur le thème de la Commune de Paris, rue de la ferme Savy (où furent situées les dernières barricades), au bas du parc de Belleville à Paris. Une fresque réalisée à l'occasion des 150 ans de la Commune



17 rue de la Fontaine-au-Roi.

5) La demeure de Jules Vallès avant la Commune se trouvait **19 rue de Belleville**, dans un immeuble disparu depuis.

6) Avant que les derniers combats ne s'achèvent dans la soirée au cimetière du Père La chaise, une des dernières barricades à résister le 28 mai était située rue de Belleville, à hauteur de la

salle Favié, **13 rue de Belleville** (autrefois rue de Paris). La barricade de la rue Ramponneau, toute proche, est réputée, entre autres dans *L'Histoire de la Commune de 1871* de Lissagaray, être la dernière à avoir tenu. Le quartier a bien changé depuis. Vallès raconte comment, le 28 mai, la barricade de Belleville est défaite et comment il parvient ensuite à s'enfuir.

7) Une plaque **17 rue de la Fontaine-au-Roi** revendique (aussi !) l'honneur de signaler la dernière barricade qui a résisté aux Versaillais.

8) [Jean] *avait repris ses galons de caporal, il venait, ce soir-là, de quitter justement la caserne du Prince-Eugène [4] le dernier, avec son escouade, pour gagner la rive gauche, où toute l'armée avait reçu l'ordre de se concentrer, lorsque, sur le boulevard Saint-Martin, un flot de foule arrêta ses hommes. La Débâche, Emile Zola, chapitre 7.*

9) Le Comité central de la garde nationale, organe exécutif de la Fédération républicaine de la Garde nationale, se forme pendant le siège lors de deux réunions, l'une au Cirque d'hiver (110 rue Amelot) et l'autre en février 1871 dans la salle du Tivoli-Wauxhall, 16 rue de la Douane (**rue Léon Jouhaux**). Cette salle était un lieu de meetings politiques sous le Second empire.

10) Durant le siège de la capitale par les Prussiens, des lectures publiques des *Châtiments* se déroulent à l'automne 1870 au théâtre de la Porte-Saint-Martin, **18 boulevard Saint-Martin**, pour financer la construction de canons. Le théâtre sera en partie détruit le 24 mai 1871.



41 boulevard du Temple.

11) Vermorel, rédacteur de *l'Ami du peuple*, est blessé mortellement lors de la Semaine sanglante sur la barricade dressée **entre le 1 et le 2 boulevard Voltaire**, à l'entrée de la place du Château d'eau (aujourd'hui place de la République).

Delescluze, fondateur du journal *Le Réveil* et maire du XIXe arrondissement de novembre 1870 à janvier 1871 (il démissionne pour marquer son opposition au gouvernement de Défense nationale), vient aussi se faire tuer délibérément sur cette barricade le 25 mai 1871,

après avoir quitté la mairie du XIe. Lissaragay raconte dans son *Histoire de la Commune de 1871* : *La place du Château d'eau est ravagée par un cyclone d'obus et de balles... À sept heures moins un quart environ... nous aperçûmes Delescluze, Jourde et une cinquantaine de fédérés marchant dans la direction du Château d'eau. Delescluze dans son vêtement ordinaire, chapeau, redingote et pantalon noir, écharpe rouge autour de la ceinture, peu apparente comme il la portait, sans armes, s'appuyant sur une canne. Redoutant quelque panique au Château d'eau, nous suivîmes le délégué, l'ami. Quelques-uns de nous s'arrêtèrent à l'église Saint-Ambroise pour prendre des cartouches... Plus loin, Lisbonne blessé que soutenaient Vermorel, Theisz, Jaclard. Vermorel tombe à son tour, grièvement frappé ; [...] Delescluze, sans regarder s'il était suivi, s'avanceit du même pas, le seul être vivant sur la chaussée du boulevard Voltaire. Arrivé à la barricade, il obliqua à gauche et gravit les pavés. Pour la dernière fois, cette face austère, encadrée dans sa courte barbe blanche, nous apparut tournée vers la mort. Subitement, Delescluze disparut. Il venait de tomber foudroyé, sur la place du Château d'eau.*

C'est aussi place du Château d'eau que le petit Stenne (*L'Enfant espion* des *Contes du lundi* de Daudet) rencontre, autour d'une partie de bouchons, le jeune homme qui va l'entraîner à révéler aux Prussiens les plans d'attaque des Français.

12) Delescluze expire **41 boulevard du Temple**, devant le théâtre Déjazet.

13) Le **14 rue de la Corderie** est le siège de l'Association internationale des travailleurs (AIT).

C'est aussi là qu'est créé le Comité central de Défense nationale des vingt arrondissements de Paris, en septembre 1870. La première "affiche rouge" y est rédigée ce même mois, appelant à l'insurrection ; la seconde y est conçue en janvier 1871 par Vallès, Vaillant et d'autres.

Comme Vallès le décrit dans *L'Insurgé*, le 14 rue de la Corderie est enfin le siège temporaire du Comité central de la Garde Nationale, jusqu'au 16 mars 1871.

14) En juin 1871, Courbet est arrêté **12 rue Saint-Gilles**, où il s'était caché chez son ami A. Lecomte, fabricant d'instruments de musique. On peut admirer le vieux porche de l'immeuble.



La demeure de Félix Pyat, 70 rue des Tournelles.

15) Au **70 rue des Tournelles**, la demeure du journaliste Félix Pyat, membre du Comité de Salut Public à partir du 1er mai 1871, puis remplacé par Delescluze le 9, Pyat désorganisant le pouvoir exécutif par ses prises de position intempestives. Il se cache pendant la Semaine sanglante et gagne ensuite l'Angleterre.

16) Au **1 rue de la Roquette** est montée le 18 mars 1871 une barricade qui est démolie le temps de laisser le passage au convoi funèbre de Charles Hugo qui se rend de la gare d'Orléans (gare d'Austerlitz), où il est arrivé de Bordeaux, jusqu'au cimetière du Père Lachaise.

17) Le 25 mai 1871, le Comité central de Salut Public de la Commune - qui a pris sa direction depuis le 1er mai - siège une dernière fois dans la mairie du XIe, place Voltaire (aujourd'hui **place Léon Blum**). C'est ici que les dirigeants de la Commune s'étaient retranchés la veille.

Bibliographie non exhaustive

L'Insurgé. Jules Vallès. Folio n°669.

Choses vues 1849-1885. Victor Hugo. Folio n°2945.

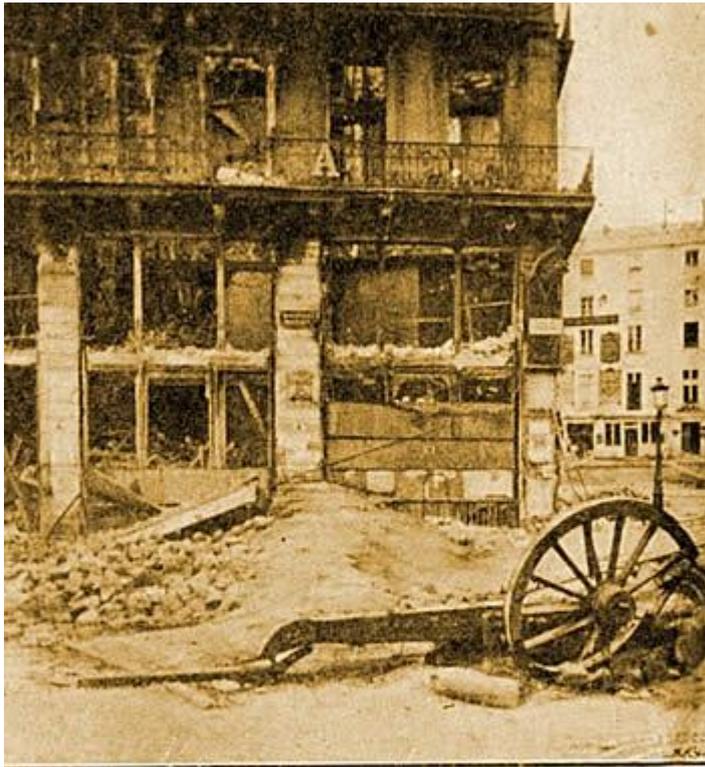
Base de données sur le Paris révolutionnaire de Philippe Boisseau.

Les Voix de la liberté. Michel Winock.

L'Invention de Paris. Eric Hazan, Points n°P 1267.



Le théâtre de la Porte Saint-Martin en ruines.



BARRICADE DU CHATEAU-D'EAU
SUR LAQUELLE DELESCLUZE FUT TUÉ



LA DERNIÈRE BARRICADE, RUE DE TOURTILLE, VERS LE 28 MAI À 2 HEURES
D'après un croquis original de Bédouin.

La barricade des rues Tourtille, Ramponneau et Belleville, le 28 mai 1871.



MANACHE DE 52 OTAGES, LE 25 MAI, A QUATRE HEURES DU SOIR, RUE HAXO, 143 ET 145 (VILLA LITÉQUE), BELLEVILLE

Montage photo de l'exécution des otages de la rue Haxo.

Merci à Bernard Vassor pour les illustrations de l'époque.

A lire :

- ▶ [1ère balade littéraire à Paris pendant le siège de 1870 et la Commune](#)
- ▶ [2e balade littéraire à Paris sur les pas des Communards et des Versaillais](#)
- ▶ [3ème balade littéraire à Paris pendant le siège de 1870 et la Commune](#)
- ▶ [4e balade littéraire à Paris sur les pas des Communards et des Versaillais](#)

[1] Pierre Bonaparte, cousin de l'Empereur, tue le 10 janvier le journaliste Victor Noir. 100 000 personnes participent à ses funérailles deux jours plus tard. Pierre Bonaparte est acquitté en mars.

[2] La Garde nationale mobile est dissoute après l'armistice du 28 janvier. Bon nombre de gardes intègrent ensuite les bataillons sédentaires et quelques-uns rejoignent la Fédération républicaine de la Garde nationale.

[3] Qui seront totalement payés dès le printemps 1873, permettant le départ des occupants allemands, mais au prix d'un fort endettement de l'Etat français.

[4] Située à l'angle de la place de la République et de la rue Léon-Jouhaux.

Proposition d'une deuxième balade littéraire à Paris sur les pas des Communards et des Versaillais

De la rue Montmartre à Saint-Augustin

Le vendredi 22 juin 2007.

Départ : métro Grands boulevards.

Arrivée : métro Saint-Augustin.

Durée : 2 heures 30.

1) *Le Mot d'ordre* de Henri Rochefort est publié entre le 1er février et le 20 mai 1871. Jean Richepin y contribue. Son administration est basée 8 rue du Croissant et sa rédaction **148 rue Montmartre**. Rochefort, fondateur en 1868 de *La Lanterne* puis de *La Marseillaise*, quitte Paris le 19 mai 1871, en désaccord avec la Commune.

2) L'adresse pendant la Commune du *Chambard socialiste*, journal de Gérard-Richard, est le **123 rue Montmartre**.

« J'ai vu fusiller à la barricade du faubourg Saint-Antoine une femme qui avait son enfant dans les bras. L'enfant avait six semaines et a été fusillé avec la mère. Les soldats qui ont fusillé cette mère et son enfant étaient du 114^e de ligne. On l'a fusillée pour avoir dit : « Ces brigands de Versailles ont tué mon mari. » On a fusillé la femme d'Eudes [1], enceinte de sept mois. Elle avait une petite fille de quatre ou cinq ans qui a disparu. On la dit fusillée aussi. À la petite Roquette, on a fusillé environ deux mille enfants trouvés dans les barricades et n'ayant plus ni père ni mère. »

Témoignage de Marie Mercier, extrait des archives de Victor Hugo. Marie Mercier, dix-huit ans, était la compagne de Maurice Garreau, directeur de la prison de Mazas sous la Commune, fusillé à la fin de la Semaine sanglante. Marie deviendra la maîtresse de Hugo à Vianden.

3) La presse de la **rue du Croissant** est elle aussi active pendant la Commune ! *Le Grelot* est basé au n°20 ; *L'Ami du peuple* (quatre livraisons du 23 au 29 avril 1871, sous la direction d'Auguste Vermorel qui dirigeait avant *La Commune*) est imprimé au 16, de même que *Le Vengeur* de Félix Pyat ; le 16 est aussi le siège du violent *Père Duchêne* de Vermersch et Vuillaume ; au 13 se trouvent *La Souveraineté du peuple* et *La Sociale*. En octobre 1883, Jules Vallès et Séverine relanceront *Le Cri du Peuple* au n°16.

Signalons que Jean Jaurès est assassiné dans le café du Croissant, à l'angle avec la rue Montmartre, en juillet 1914.

4) *La Charge* est un hebdomadaire dirigé par Alfred le Petit, 7 rue Paul Lelong, et qui publie le 13 août 1870 le poème de Rimbaud *Première soirée* (sous le titre *Trois baisers*).

5) *La Rue* de Jules Vallès est née en juin 1867 au **9 rue d'Aboukir**. C'est à la même adresse qu'est composé *Le Cri du peuple* entre le 22 février et le 23 mai 1871.

6) Au **66 rue Tiquetonne** se trouve le siège du journal *La Commune* de Millière et Georges Duchêne.



EUDES

D'après la photographie de M. Marius.

7) *Le Vengeur* est publié du 3 février au 11 mars 1871, puis 30 mars au 24 mai. Il est basé **38 boulevard de Sébastopol** et est dirigé par Félix Pyat – l'ennemi juré de Rochefort – qui se cache ici après la Semaine sanglante et parvient à s'enfuir ensuite à l'étranger.

8) **L'Hôtel de Ville** est l'adresse professionnelle de Paul Verlaine avant et pendant la Commune. Il est chef de son bureau de presse. Il est révoqué en juillet 1871. C'est aussi ici, bien sûr, que siègent les élus de la Commune entre fin mars et mai 1871. Une délégation de francs maçons vient à l'Hôtel de ville le 26 avril 1871 apporter son soutien. Des chefs communards sont francs maçons : Vallès (depuis 1868 ou 69), Jean Baptiste Clément, Eudes, Flourens, Grousset, Pyat, Ranvier, les frères Reclus, etc. Des francs maçons tentent, pendant la Commune, d'organiser des négociations entre les insurgés et les Versaillais.



LA COMMUNE A L'HOTEL-DE-VILLE. — La salle du Trône.

9) La caserne Lobau, **4 rue de Lobau**, est le cadre d'un massacre organisé : celui de Communards par les Versaillais. Edmond de Goncourt en est témoin et le raconte dans son *Journal* (dimanche 28 mai 1871) : « *L'escorte fait marcher ces hommes, au pas de course, jusqu'à la caserne Lobau, où la porte se referme sur tous avec une violence, avec une précipitation étranges. Je ne comprenais pas encore, mais j'avais en moi une anxiété indéfinissable. [...] Presque au même instant fait explosion, comme un bruit violent enfermé dans des portes et dans des murs, une fusillade, ayant quelque chose de la mécanique réglée d'une mitrailleuse.* » Des centaines de fusillés à la caserne Lobau sont provisoirement enterrés dans le square de la tour Saint-Jacques.

10) Au **1 place du Châtelet** se tient, pendant et après la Semaine sanglante, une cour martiale chargée de juger les insurgés. Catulle Mendès en décrit les méthodes expéditives dans *Les 73 jours de la Commune* : « *On amène les fédérés, vingt par vingt ; on les condamne ; conduits sur la place, les mains liées derrière le dos, on leur dit : « Tournez-vous ». À cent pas, il y a une mitrailleuse ; ils tombent vingt par vingt. [...] J'ai vu tout cela de mes propres yeux.* »

11) Dès le 20 mars 1871, le *Journal officiel de la Commune de Paris* remplace le *Journal officiel de la République française* au **31 quai Voltaire**. Il publie le 31 mars *Jeanne et Louise*, histoire d'une famille de transportés, d'Eugène Sue.

12) Le château des Tuileries se trouverait aujourd'hui **entre l'Arc du Carrousel et le jardin des Tuileries, à la hauteur du Pont Royal**. Après son incendie durant la Semaine sanglante, ses murs tiennent encore bon. Sa restauration serait possible, mais la Chambre des députés vote sa démolition en 1882.

Les Fusillés

« [...] Dans un noir peloton vingt jeunes filles passent ;
Elles chantent ; leur grâce et leur calme innocent
Inquiètent la foule effarée ; un passant
Tremble. - Où donc allez-vous ? dit-il à la plus belle.
Parlez. - Je crois qu'on va nous fusiller, dit-elle.
Un bruit lugubre emplît la caserne Lobau ;
C'est le tonnerre ouvrant et fermant le tombeau.
Là des tas d'hommes sont mitraillés ; nul ne pleure ;
Il semble que leur mort à peine les effleure,
Qu'ils ont hâte de fuir un monde âpre, incomplet,
Triste, et que cette mise en liberté leur plaît.
Nul ne bronche. On adosse à la même muraille
Le petit-fils avec l'aïeul, et l'aïeul raille,
Et l'enfant blond et frais s'écrie en riant : Feu ! »
(Juin 1871)

Victor Hugo, *L'Année terrible*.

13) « Alors, dans les derniers jours de février [1871], Maurice se décida à désertier. Un article du traité disait que les soldats campés à Paris seraient désarmés et renvoyés chez eux. Il n'attendit pas, il lui semblait que son cœur serait arraché, s'il quittait le pavé de ce Paris glorieux, que la faim seule avait pu réduire ; et il disparut, il loua, rue des Orties [située **le long de l'aile sud du palais du Louvre, à la hauteur de la place du Carrousel, près de la Seine**], en haut de la butte des Moulins, dans une maison à six étages, une étroite chambre meublée, une sorte de belvédère, d'où l'on voyait la mer sans bornes des toitures, depuis les Tuileries jusqu'à la Bastille. Un ancien camarade de la faculté de droit lui avait prêté cent francs. D'ailleurs, dès qu'il fut installé, il se fit inscrire dans un bataillon de la garde nationale, et les trente sous de la paye devaient lui suffire. » (*La Débâcle*, Émile Zola, chapitre 7).

14) Le **9 rue de Choiseul** est l'adresse de Jules Favre, membre du gouvernement provisoire en 1870.

15) Arthur Rimbaud est à Paris du 25 février au 10 mars 1871. Il cherche à écrire pour les journaux, dont la gouaille et la liberté retrouvée après la chute de l'Empire s'apparentent aux siennes. Comme il l'explique dans sa lettre du 17 avril 1871 à Paul Demeny, il passe alors chez Lemerre, **23 passage Choiseul** et à la librairie artistique, 18 rue Bonaparte. Les librairies et les journaux débordent de thèmes patriotiques, dont Rimbaud présente un florilège dans sa lettre à Demeny, citant des recueils de Coppée, Leconte de Lisle, Claretie, Mendès, Jules Renard, etc.

Pour le biographe Jean-Jacques Lefrère, l'hypothèse du retour d'Arthur à Paris entre mi-avril et début mai n'est pas à exclure. Mais il est moins probable qu'il ait alors fait partie des troupes stationnées à la caserne de Babylone (rue de Babylone), comme on l'a dit. Ses deux « lettres du voyant » datent du 13 et 15 mai 1871, dans lesquelles il explique le rôle de voyant que doit avoir le poète.

« Si la moindre pensée d'ensemble avait dirigé ces ressources puissantes, l'armée versaillaise aurait fondu dans Paris. Mais les fédérés ne virent pas en général plus loin que leurs rues, et ne surent pas changer la tactique des luttes populaires. »

Prosper Olivier Lissagaray. *Les Huit Journées de mai*.

« *Tout est bien fini à Paris. On démolit les barricades ; on enterre les cadavres ; on en fait, car on fusille beaucoup et on arrête en masse. Beaucoup d'innocents, ou tout au moins de demi-coupables, paieront pour les plus coupables qui échapperont. Alexandre [Dumas fils] dit qu'il en fait délivrer beaucoup sur les affirmations de sa science physiognomoniste, enseignée par le docteur Favre. Sa lettre est bizarre et je ne vois pas comment il s'y prend pour faire écouter ses essais d'application par les cours martiales. Hugo est tout à fait toqué. Il publie des choses insensées et, à Bruxelles, on fait des manifestations contre lui.* »
Journal de George Sand, 1er juin 1871.

« *Faut pas être malade, faut pas être grognon, mon vieux troubadour. Il faut tousser, moucher, guérir, dire que la France est folle, l'humanité bête, et que nous sommes des animaux mal finis ; il faut s'aimer quand même, soi, son espèce, ses amis surtout... Après ça, peut-être que cette indignation chronique est un besoin de ton organisation ; moi, elle me tuerait... Peut-on vivre paisible, diras-tu, quand le genre humain est si absurde ? Je me soumetts, en me disant que je suis peut-être aussi absurde que lui et qu'il est temps d'aviser à me corriger.* »

Lettre de George Sand à Gustave Flaubert, 1872.

16) Le 16 mai 1871, la colonne Vendôme, **place Vendôme**, est abattue par les Communards.

17) Une gigantesque barricade est érigée pendant la Commune **rue de Rivoli, à l'angle avec la rue Saint-Florentin**.

Jean et Maurice la traversent dans *La Débâcle* de Zola.

Dans *Le Turco de la Commune (Les Contes du lundi)*, c'est sur cette barricade que le jeune héros est tué pendant la Semaine sanglante en se battant contre les Versaillais, qu'il prend pour des Prussiens. Daudet dénonce ainsi comment, selon lui, les leaders insurgés ont joué de la naïveté du peuple, qui devient communard sans savoir pourquoi. Garde national pendant la guerre de 1870, Daudet se réfugie à Champrosay, en dehors de Paris, pendant la Commune. Il regagne ensuite son adresse du 24 rue Pavée. Derrière l'apparence tantôt bon enfant, tantôt dramatique des Contes du lundi, se glissent des critiques acerbes sur la Commune.

18) L'armée prussienne défile sur **les Champs-Élysées** le 1er mars 1871. L'armée et la Garde nationale mettent tout en œuvre pour que les Prussiens ne puissent pénétrer ailleurs dans la capitale, et pour qu'aucun affrontement n'ait lieu. Dans la nouvelle *Le Siège de Berlin* des Contes du lundi, le colonel Jouve, dans son délire, prend les Prussiens pour l'armée victorieuse de Mac-Mahon.

19) Mi-avril 1871, Edmond de Goncourt quitte sa maison d'Auteuil menacée par les bombardements – tant allemands que versaillais – et s'installe **rue de l'Arcade**, chez un cousin. Il est pour ainsi dire triplement veuf : son frère Jules est mort en juin 1870 ; l'Empire s'est effondré ; la Lorraine, sa patrie d'origine, est maintenant allemande. Il se rend souvent chez son ami le critique d'art Philippe Burty, 11 bis boulevard des Batignolles. Son *Journal* – qu'il écrit sur le vif puis retouche ensuite – est un témoignage très précieux (et très bourgeois) sur le siège et la Commune. « *C'est vingt ans de repos que l'ancienne société a devant elle si le pouvoir ose tout ce qu'il peut oser en ce moment* », y inscrit-il le 31 mai 1871.

20) La famille Proust demeure **8 rue Roy** entre 1870 et 1873. Adrien Proust est médecin à l'hôpital de la Charité. Il n'hésite pas à parcourir la capitale au milieu des bombardements et des combats pour sauver des blessés. Son fils Marcel naît le 10 juillet 1871 au 96 rue La Fontaine, où ses parents se sont retirés pour l'été.

Le Square des Saint-Simoniens

A la place du square des Saint-Simoniens au 151 rue de Ménilmontant (20e) se tenait une belle propriété du XVIIIe siècle devenue au XIXe siècle la « Maison de la communauté saint-simonien » quand des adeptes du comte de Saint-Simon y créèrent une communauté suivant ses préceptes socio-économiques et politiques progressistes : le Saint-Simonisme, qui se voulait être un « *nouveau christianisme* », est considéré comme l'ancêtre du socialisme. La communauté de la rue de Ménilmontant était exclusivement constituée d'hommes célibataires, en signe de protestation contre le statut de la femme... ils consacraient leurs journées aux tâches ménagères et à des travaux de jardinage, ainsi qu'à des expositions et conférences dénonçant « *l'exploitation de l'homme par l'homme* ». L'expérience dura une poignée d'années, jusqu'à ce qu'une décision de justice ordonne la dispersion du groupe, dont les expériences étaient mal vues des autorités.

Notre-Dame des Otages et la Villa des Otages

L'église de Notre-Dame des Otages au 81 rue Haxo (20e) fut édifiée à côté de la Villa des Otages, site d'un ancien bal populaire où quelques jours avant la chute de la Commune 52 prêtres, soldats et gendarmes, retenus prisonniers dans la prison de la Roquette, furent exécutés sommairement par des communards, le 26 mai 1871. C'est l'un des épisodes emblématiques de la Semaine sanglante (21-28 mai). Des Jésuites, propriétaires du terrain avoisinant le lieu de la fusillade, y édifièrent une chapelle en 1894, puis construisirent en 1938 une église de style Art déco. Seule une discrète pancarte municipale affichée à l'entrée de la Villa rappelle l'histoire des lieux, ainsi qu'un fragment du mur devant lequel eut lieu le massacre, et qui est situé dans la cour derrière l'église. Les fusillés ont été jetés dans une fosse commune dans le tout proche cimetière de Belleville, ce que rappelle un monument commémoratif.

Plaque commémorative des barricades au pied du parc de Belleville

Situé à mi-chemin entre le Père-Lachaise et les Buttes-Chaumont, le parc de Belleville (20e) a été ouvert en 1988 à la place d'une ancienne carrière de gypse exploitée au XIXe siècle. Une vigne plantée sur le versant sud-est, en direction de la rue des Couronnes, rappelle la très ancienne tradition agricole et viticole du site. En bas du parc, devant l'entrée qui donne sur la rue de La Ferme de Savy, se trouve une plaque surmontée d'une fresque : « *Ici, le 28 mai 1871, ont eu lieu les derniers combats de la Commune de Paris. En hommage aux hommes et aux femmes qui ont lutté pour la liberté et la justice* ». Si pendant la Semaine sanglante, des combats eurent lieu un peu partout à Paris, on compte sur les doigts de la main les plaques commémorant ces événements, que ce soit les barricades, qui sont devenues une sorte de symbole des révolutions de 1789, 1848 et 1871, ou les fosses communes :

Au 17 rue de la Fontaine-au-roi (11e) : « *Dans la rue de la Fontaine-au-Roi résista la dernière barricade de la Commune de Paris défendue par ses chefs : E. Varlin, T. Ferré et J.B. Clément. Elle succomba vers midi le 28 mai 1871 au terme de la Semaine sanglante.* »

Au 1 rue de la Solidarité (19e) : « *Tout près d'ici reposent de très nombreux citoyens morts en mai 1871 pour la République et la liberté.* »

Au cimetière de Charonne au 119 rue de Bagnolet (20e) : « *Ici en 1897 furent réinhumés sans épitaphe de nombreux Fédérés fusillés sommairement en 1871 et enterrés à la hâte avec leurs uniformes dans des fosses communes du cimetière alors situées à l'emplacement des actuels réservoirs.* »

Une plaque accolée sur un mur de la mairie du 10e arrondissement indique : « *Le 11 avril 1871, pendant la Commune de Paris, l'Union des femmes pour la défense de Paris et les soins aux blessés fut créé à cet endroit dans l'ancienne mairie du Xème arrondissement. D'ici partirent les appels de cette première grande organisation féministe pour que les femmes s'organisent dans les quartiers et les ateliers et défendent la République et la justice sociale.* »

Place Saint-Gervais (4e), sur les murs de l'ancienne caserne Lobau, devenue annexe de l'Hôtel de Ville de Paris : « *Une cour martiale destinée à juger rapidement les Communards ou suspects de l'être fut réunie du 24 au 29 mai 1871 au Théâtre du Châtelet. Les condamnés à mort étaient dirigés vers la caserne Lobau. Aussitôt arrivés, ils étaient fusillés dans ces lieux de façon sommaire. Les exécutions durèrent sans discontinuer cinq jours. Les estimations du nombre de fusillés vont de 2000 à 3000 personnes. Les cadavres étaient rapidement enterrés dans les squares avoisinants fermés au public* », suivi d'une citation de Victor Hugo : « *Un bruit lugubre emplit la caserne Lobau : c'est le tonnerre ouvrant et fermant le tombeau.* »

Sur le parcours : En arrivant au parc de Belleville depuis la rue des Envierges, prenez le temps d'une pause grâce aux cafés et boulangeries qui donnent sur le parc puis en vous installant sur sa terrasse panoramique. En cheminant vers l'étape suivante aux Buttes-Chaumont vous pourrez vous arrêter un moment à la librairie [Le Genre urbain](#) (60 rue de Belleville) où Xavier Capodano propose un excellent choix de livres sur l'histoire de Paris et de la Commune.



En hommage aux communards au pied du parc de Belleville / © Vianney Delourme pour Enlarge your Paris

Parc des Buttes-Chaumont et bassin de la Villette

Créé en 1864 dans une ancienne carrière de gypse, le parc des Buttes-Chaumont (19e), symbole du Paris haussmannien, a lui aussi été témoin de la résistance des Fédérés. En effet, si l'épisode des canons de Montmartre symbolise le soulèvement le 18 mars (voir ci-après), un événement similaire s'est déroulé au même moment près du Parc où les Communards avaient installé une cinquantaine de pièce d'artillerie financées par les Parisiens pour se défendre des Prussiens venus faire le siège de Paris après la défaite de Napoléon III à Sedan (Septembre 1870). En mars 1871, les militaires envoyés par le gouvernement de Thiers pour saisir les canons fraternisèrent finalement avec le peuple parisien... Deux mois plus tard, après la perte de la Butte Montmartre le 23 mai, les insurgés contrôlaient encore les hauteurs du Père-Lachaise et des Buttes-Chaumont, notamment parce que l'accès au parc était protégé par les canons de la

barricade de la rue des Pyrénées. Le 27 mai, les artilleurs fédérés étant à court de munitions, la barricade fut prise et le parc devint le lieu de combats au corps à corps. On rapporte que de très nombreux cadavres de communards furent jetés dans le lac des Buttes-Chaumont.

Inaugurés en 1867, les abattoirs de la Villette, voulus par Napoléon III pour améliorer l'hygiène de la capitale, ont transformé l'ancien village de la Villette en quartier ouvrier qui se souleva massivement en mars 1871. Le bassin de la Villette fut transformé en place forte protégée par les canons des Buttes-Chaumont, et la Rotonde de la Villette, ancienne porte de la Barrière des Fermiers généraux au XIXe siècle, devint une barricade communarde qui a tenu jusqu'au 26 mai.

La rue Myrha, où fut écrite «L'Internationale» par le communard Eugène Pottier

Après avoir passé les voies de chemin de fer de la Gare de l'Est et de la Gare du Nord, on pénètre dans le quartier de la Goutte d'Or (18e). Fidèles à la tradition anticléricale des révolutionnaires, les Communards avaient saisi l'église Saint-Bernard-de-la-Chapelle pour y installer un « Club de la Révolution » dont la fameuse Louise Michel fut l'une des plus ardentes animatrices, y faisant notamment la promotion d'une éducation laïque. Un peu plus loin, au 80 de la rue Myrha, se trouvait la « planque » où le chansonnier et militant communard Eugène Pottier a écrit, en pleine Semaine sanglante, un poème à la gloire de l'Internationale ouvrière dont on tout le monde connaît l'entame : » C'est la lutte finale... ». Le quatrième couplet, moins connu, garde la trace du tragique contexte de son écriture dans un grenier de la Goutte d'Or :

*L'engrenage encore va nous tordre.
Le capital est triomphant ;
La mitrailleuse fait de l'ordre
En hachant la femme et l'enfant.
L'usure folle en ses colères
Sur nos cadavres calcinés
Soude à la grève des salaires
La grève des assassinés.*

A la chute de la Commune, Eugène Pottier s'exila aux Etats-Unis, d'où il ne revint qu'après l'amnistie de 1880. Il mourut quelques années plus tard. Et ne sut donc rien du destin unique de son poème qui fut mis en musique en 1887 avant de devenir l'hymne et le symbole des luttes sociales à travers le monde. Hélas, aucune plaque n'indique, ni au 80 de la rue Myrha ni ailleurs, l'épopée de ce chant.

La rue du Chevalier de la Barre, où furent exécutés des généraux Versaillais et le communard Eugène Varlin

Après avoir traversé le Boulevard Barbès, on attaque l'ascension de la Butte Montmartre (18e) par la rue de Clignancourt, véritable ligne de front sociale entre Barbès l'africaine et la Montmartre *hipster*, puis par la rue du Chevalier de la Barre, du nom d'un jeune aristocrate normand du XVIIIe siècle qui fut supplicié après avoir été accusé de blasphème. Cette rue charmante, qui aurait pu servir de décor à *Amélie Poulain*, mène à l'arrière de la basilique du Sacré-Cœur, devant la clôture d'un couvent de religieuses catholiques. Devant ces murs (34 rue du Chevalier de la Barre) furent fusillés par leurs propres hommes deux généraux versaillais

qui avaient pour mission de saisir les canons de la Garde nationale de Paris, le 18 mars 1871. Cette opération échoua quand la troupe fraternisa avec la foule venue s'interposer, ce qui marqua le début de l'insurrection de la Commune. Cinq numéros plus loin, au 39 rue du Chevalier de la Barre, devant l'église abbatiale de Saint-Pierre de Montmartre, fut fusillé le communard Eugène Varlin, le 28 mai 1871, dernier jour de l'insurrection. Pendant la Semaine sanglante, il avait tenté en vain de s'opposer à l'exécution des otages de la rue Haxo, et s'était battu sur les barricades de Belleville. Son nom est d'ailleurs mentionné sur la plaque commémorative du 17 rue de la Fontaine-au-roi.



La rue du Chevalier de la Barre sur la butte Montmartre où fut fusillé le communard Eugène Varlin le 28 mai 1871, dernier jour de l'insurrection / © Vianney Delourme pour Enlarge your Paris

Le Champ des Polonais et la Basilique du Sacré-Cœur

L'insurrection de la Commune a éclaté à cause de la tentative du gouvernement de saisir les canons des Parisiens. Le 18 mars au matin, les troupes gouvernementales surgirent à l'aube pour saisir les 171 canons situés en haut de la butte Montmartre, au lieu-dit du Champ des Polonais, où se trouve aujourd'hui... la Basilique du Sacré-Cœur ! Souhaitée dès 1870 par de nombreux catholiques français, sa construction fut décidée par l'Assemblée nationale en 1873, « *pour appeler sur la France, et en particulier sur la capitale, la miséricorde et la protection divines.* » Les travaux, entamés en 1875, ne furent achevés qu'en 1919. La basilique a été inscrite aux Monuments historiques au début de l'année 2021, qui marque également le cent-cinquantième de la Commune, étonnant rappel du lien profond qui unit l'édifice religieux et l'insurrection populaire.

Dernière barricade où s'est battue Louise Michel (1-2 rue de Clignancourt, 75018 Paris)

Louise Michel, surnommée la « Vierge rouge », fut une des personnalités les plus marquantes de la Commune. Habitant au pied de la Butte Montmartre, au 24 rue Houdon, à deux pas de Pigalle, elle faisait partie des femmes présentes sur la butte pour faire barrage à l'armée, le matin du 18 mars 1871. Pendant les combats, Louise Michel fut ambulancière et se battit sur les barricades, tout en animant le Club de la Révolution installée dans l'église Saint-Bernard de La Chapelle. Arrêtée à la fin de la Semaine sanglante puis incarcéré sur le plateau de Satory (Versailles), elle fut ensuite déportée au bagne en Nouvelle-Calédonie, d'où elle ne revint qu'après l'amnistie des Communards, en 1880. Elle mourut à Marseille 25 ans plus tard. En 2001, le maire de Paris décida de donner son nom au square situé sous la basilique.

Les traces encore visibles de la Commune de Paris



La [Commune de Paris](#), qui a eu lieu du 18 mars au 27 mai 1871, est un épisode historique majeur de la fin du 19^e siècle. Si vous souhaitez vous replonger dans cette longue histoire, quelques lieux à Paris ont gardé le souvenir de cette période, notamment de la « semaine sanglante », dernière semaine de l'insurrection où les combats entre les troupes du gouvernement installé à Versailles et les Communards ont fait plus de 20.000 morts.

Les femmes protègent la Commune

Dès le 18 mars, premier jour de la Commune, les femmes en grand nombre sont présentes sur le terrain. Au petit matin Louise Michel est là avec les Parisiennes pour empêcher la confiscation des canons. C'est grâce à leur intervention courageuse que la troupe met crosse en l'air. Comme le souligne Edith Thomas dans son ouvrage « *les pétroleuses* » :

« il serait exagéré de dire que cette journée révolutionnaire fut celle des femmes, mais elles y contribuèrent puissamment » .

Elles restent déterminées à se battre et, le 3 avril 1871, 500 femmes partent de la place de la Concorde pour marcher sur Versailles. Au pont de Grenelle, elles sont rejointes par 700 autres. L'exemple est donné de la nécessité d'organiser la population. Le 9 avril 1871, la première organisation féminine structurée voit le jour. Elle s'intitule :

« l'Union des femmes pour la défense de Paris et les soins aux blessés » .

Rue Haxo : la villa des otages



Aux derniers jours de la semaine sanglante, les troupes versaillaises avaient enfoncé la plupart des barricades et sévèrement réprimé les rebelles parisiens. Les communards ne tenaient plus que quelques quartiers de l'est de la capitale.

Le 26 mai, 52 otages extraits de la [prison de la Roquette](#), dont 34 gendarmes et 11 prêtres et pères Jésuites, furent conduits au **85 de la rue Haxo** (20^e arrondissement), dans un ancien café-concert qui servait à la Commune comme dernier poste de commandement. En réponse aux massacres des Versaillais, ils furent tous tués. La plaque « villa des otages » du 85 rue Haxo rappelle cet événement. Au cimetière de Belleville, tout proche, vous pouvez voir une stèle posée à l'endroit où ces otages furent enterrés.

À quelques pas de la rue Haxo, arrêtez-vous au **51 rue du Borrégo**. Vous apercevrez à travers la grille une porte de prison. Après avoir racheté les terrains en 1872, les Jésuites achetèrent l'ancienne porte de la prison de la Roquette, détruite, et la posèrent ici en souvenir du massacre. Au 81 rue Haxo, **l'église Notre-Dame-des-Otages** rappelle également cet épisode de la Commune de Paris.

Cimetière du Père-Lachaise : le mur des Fédérés

Dans le cimetière du Père-Lachaise, le **mur des Fédérés** est sans doute l'un des plus importants lieux de mémoire de la Commune de Paris, symbole de lutte pour les libertés.



Après les événements de la rue Haxo, les Communards durent se retrancher dans le [cimetière du Père-Lachaise](#), dernier bastion de l'insurrection. Le 27 mai, le cimetière fut un gigantesque terrain de combat, où les fédérés (nom donné aux soldats de la Commune), faute de munitions, se battaient à l'arme blanche au milieu des sépultures. La victoire acquise, les Versaillais fusillèrent 147 combattants, jetés dans une fosse commune avec les autres morts au combat. Le mur des Fédérés, qui n'a pris ce nom qu'une quinzaine d'années après les événements, est à l'emplacement de cette exécution. La plaque commémorative fut posée en 1908.

En face du mur, vous pouvez voir la tombe de Jean-Baptiste Clément, élu du 18^e arrondissement pendant la Commune de Paris et auteur de la célèbre chanson *le Temps des Cerises*.

Voir aussi les [histoires et anecdotes des tombes du Père-Lachaise](#).

Église Saint-Paul-Saint-Louis

Dans le Marais, à l'intérieur de l'église Saint-Paul-Saint-Louis, vous pouvez voir une curieuse inscription sur le deuxième pilier à droite en entrant dans l'édifice : « *République française ou la mort* ».



On sait peu de choses sur ce message révolutionnaire, si ce n'est qu'il est l'oeuvre d'un Communard qui, ayant entendu que les Versaillais entraient dans Paris, aurait partagé ses convictions républicaines à l'intérieur de l'église.

En savoir plus sur ce [message révolutionnaire de l'église Saint-Paul-Saint-Louis](#).

Basilique du Sacré-Coeur

Le 18 mars 1871, l'armée fut envoyée par le gouvernement d'[Adolphe Thiers](#) pour récupérer des canons entreposés au sommet de la butte Montmartre. Les parisiens, se sentant humiliés par les préliminaires de paix signés avec les allemands quelques semaines plus tôt, refusèrent d'être privés de leurs canons, payés par le peuple à la suite d'une souscription populaire pendant la guerre et le siège de la ville. Une émeute éclata, considérée comme le [point de départ de la Commune de Paris](#).



À l'emplacement de ce soulèvement fut construite la basilique du Sacré-Cœur, décision votée en 1873 par une Assemblée Nationale à majorité conservatrice et royaliste pour instaurer un nouvel « ordre moral » après la Commune de Paris.

Maxime Lisbonne

12 rue de Belleville

Un officier “Arlequin”, anachronique



Officier indiscipliné, il avait combattu loin de la France, durant la guerre de Crimée puis en Afrique, en qualité de Zouave. Durant le siège de Paris en 1870 par les Prussiens, il participe au combat de Buzenval et il est nommé chef de la Xème légion de la Garde Nationale. Vêtu d’une manière fantasque, son costume d’Arlequin recomposé- grandes bottes à retroussis, tunique à parements rouges, éperons à l’orientale, une plume pourpre à son chapeau- rappelle l’extravagance vestimentaire des anciens mercenaires européens de la fin du Moyen-Âge, les “lansquenets”: c’est le sabre traînant sur le pavé à la manière d’un Satrape anachronique qu’il défend les fortifications du Sud de Paris.

Pendant la Semaine Sanglante de la Commune de Paris, il se range aux côtés des fédérés et joue un rôle très actif dans la défense de Paris. Il occupe les lieux publics, signe des affiches et des proclamations. Le 1er Mai 1871, il est nommé lieutenant-colonel par la Commune. Le 22 Mai, Jules Vallès rejoint Lisbonne sur la barricade de Versailles:”*C’est le frais du matin, un flot de mélancolie au cœur c’est la vue du ciel bleuissant ! . Lisbonne monte sur les pavés, harangue ses maigres troupes: discours souple, franc et crâne*”.

L’écrivain Edgar Monteil rapporte un truculent portrait: “Il portait une tunique de zouave, un pantalon large dans des bottes molles, une écharpe rouge, et un chapeau noir,

avec une plume rouge, à la Fra Diavolo. Je l'appelais le "Murat de la Commune". Il se faisait suivre partout par un Turco qui fut plus tard tué à ses côtés. C'était un des hommes les plus braves qui se puissent rencontrer. Je l'ai vu au fort d'Issy, qui n'était plus qu'un amas de terres bouleversées, s'exposer au feu avec le mépris du danger ou plutôt, l'insouciance complète du danger.»

Maxime Lisbonne devient ce "*D'Artagnan de la Commune*" que le folklore posthume viendra inscrire dans les mémoires.

Le 23 Mai, il organise la défense du Panthéon, le 25 Mai, il est à la tête des barricades du Château d'eau et des environs.



Le 26 Mai, sur la barricade de la rue Amelot, il est grièvement blessé à la cuisse: transporté à l'hôpital de St Mandé, il y est reconnu et transféré derechef à l'hôpital militaire de Versailles. Condamné à mort sous l'inculpation de dévastation, pillages et participation aux incendies de la rue Vavin, sa peine est commuée en travaux forcés à perpétuité...au Bagne de Nouvelle-Calédonie où il partagera sa peine avec son amie de toujours, Louise Michel, jugée quelques jours après lui devant le même conseil de guerre.

Mis à la double chaîne, traînant le boulet près de ceux qui étaient réputés les pires criminels, il subit d'abord leurs insultes, puis s'en fit respecter: "Lisbonne, frappant sa béquille, relevait la sienne sous sa crinière ; il avait des allures de lion" rapporte un de ses co-détenus.

Il fallut du courage à Maxime Lisbonne, classé aux « incorrigibles », nom donné à une catégorie de transportés pénitentiaires, pour survivre à cet enfermement carcéral qui dura 8 longues années sous le N°4589 à la presqu'île DUCOS.

En 1880, du fait de l'amnistie, Lisbonne est libéré et il revient en France... Une lettre qu'il a écrite le 18 Mars donne le ton:



” Je rentre la tête haute et fière...Après huit années de bagne, je revois la capitale. Salut à toi, Paris ! ville des martyrs qui a vu couler le sang le plus pur et le plus généreux. Les huit années de tortures que j’ai vécu rendent plus vif et plus entier mon dévouement à ta cause.”

Le bagnard saltimbanque...et l’art politique du théâtre

“Qui ne se souvient de Lisbonne, caracolant sur son cheval arabe, vêtu mi-partie en garde national et mi-partie en je ne sais quoi de grenadier de Sambre et Meuse ?”



Ses amis et compagnons de lutte l'accueillent dans la liesse et organisent le jour de son retour un dîner d'honneur. Lisbonne s'installe à Montmartre, 8 rue Saint-André. Ses voisins en gardent un souvenir carnavalesque: *“Il avait acquis une voiture ayant appartenu au Duc de Brunswick et qu'il avait peinte en rouge. Dans cet équipage attelé de deux chevaux étiques, ornés de grelots, le Colonel revenait se coucher à 2 ou 3 heures du matin et réveillait toute la rue par le bruit de ferraille de son véhicule”*

C'est désormais à Montmartre, que Lisbonne consacre comme “la capitale du monde civilisé” que l'ancien colonel aux frusques composites recompose son destin et s'impose dans le milieu artistique et politique de la scène populaire: il devient patron de cabaret, à l'ombre du naissant “Chat Noir” que Rodolphe Salis vient d'ouvrir au 84 bld de Rochechouart.

La Taverne du Bagne, un creuset de survivants

C'est à l'angle de la rue si bien nommée “des Martyrs” et du boulevard de Clichy que Lisbonne ouvre en 1883 sur le terrain d'un ancien bastringue de barrière, un établissement dont le titre affiche la couleur: la “Taverne du Bagne”.



Référence directe à son passé le plus récent, il transforme rapidement l'ancienne guinguette impersonnelle où les soifs de tous aboutissent à une impasse en un théâtre subversif où se rejoue l'histoire récente en donnant le rôle titre à ses témoins, ses survivants.

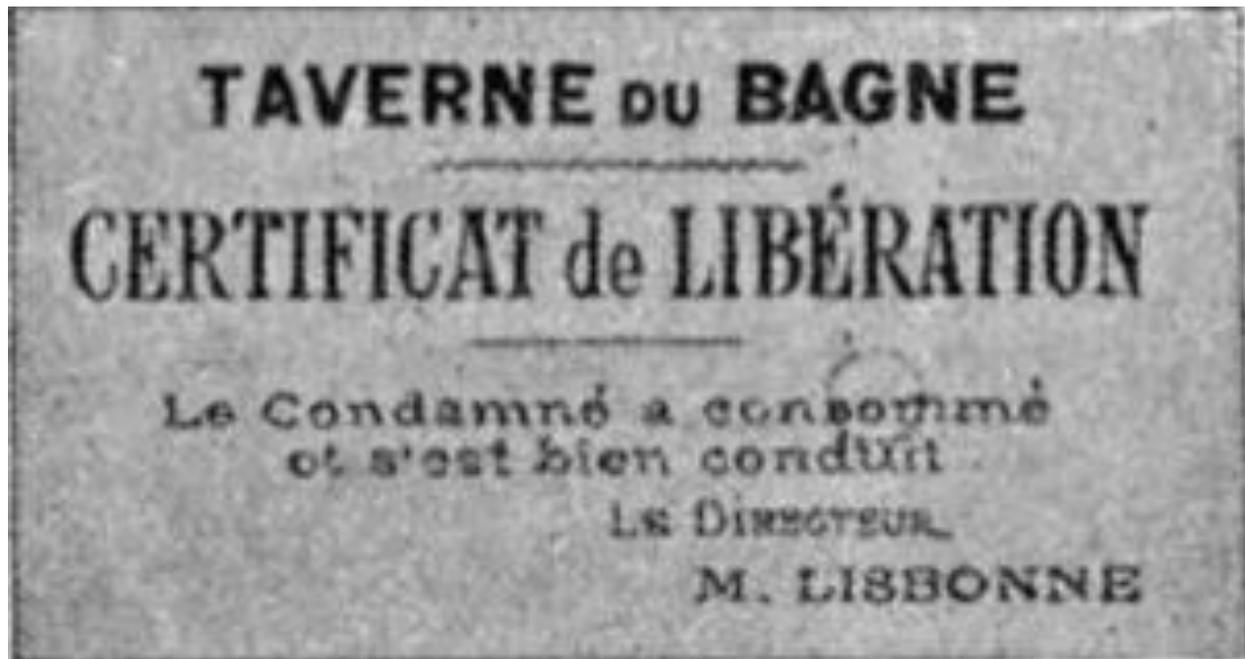
À quelques mètres du célèbre "cabaret de l'Enfer" qui réveille le goût néo-forain des cabarets à thèmes conçus comme de véritables trains fantômes, Lisbonne ajoute une dimension politique à cet art de l'ivresse que les estaminets se disputent alors.

"il faut faire de la politique une poésie et reprendre à la révolution les forces de l'ivresse": cette phrase de Walter Benjamin a été mûrie, avec 50 ans d'avance, dans le creuset philosophico-politique des bars à thèmes du forçat.



Lisbonne fait blinder dans un premier temps la façade de son boui-boui avec des plaques en fer-blanc, et placer deux portes cadenassées qui portaient en lettres rouges les inscriptions : « *Entrée des condamnés, et Sortie des libérés– l'espérance est bannie de ce lieu...* ». À l'entrée, des « gardes- Chiourme » annonçaient l'arrivée des clients, en criant des condamnations : *"Duffan Anatole! vingt cinq ans de réclusion!"* Sur les murs étaient dépeintes des scènes de baigne avec force réalisme. On y était servi par d'anciens bagnards en habits de détention: ils portaient la veste et le bonnet des relégués. Sous le bras, relié à leur cheville par une chaîne, un boulet creux accueillait la serviette utile à leur service et avec laquelle ils essuyaient les tables. Le soir, on y dégustait les spécialités: la soupe "kanak" et l'absinthe "de Nouméa".

Stratège marketing sans le savoir, Maxime Lisbonne avait rendu les consommations obligatoires d'une astucieuse manière : le paiement d'une consommation donnait droit à un carton vert ou jaune sans lequel, à la sortie, on ne pouvait être « libéré ».



Le lieu devient vite incontournable: Paul Lafargue, dans une lettre à Engels datée de 1885, raconte: *“Lisbonne, cabotin de profession, vient d’avoir l’idée géniale d’ouvrir un café où les portes sont des grilles, où les tables sont enchaînées, où tous les garçons sont vêtus comme des galériens, traînant la chaîne et la double chaîne”*. En face, la brasserie des Martyrs accueillait déjà des clients notoires parmi lesquels se rencontraient Baudelaire, Alphonse Daudet, Claude Monnet, Jules Vallès... Le Montmartre des barrières devient à cette époque le refuge artistique et politique de ce qu’a posteriori on qualifiera de “Bohème” et qui compte parmi ses rangs son lot d’électrons libres, d’esprits singuliers, ingouvernables et dissidents.

Les cabarets politiques que Lisbonne infiltre dans la ville deviennent la scène où l’ancien forçat raconte le Bagne et présente le programme de la Commune dont l’actualité reste vivante.

La Taverne du Bagne, un pied dans la lutte du champ de bataille, un pied dans la trêve provisoire de la scène du théâtre, fait salle comble: *“Chaque soir, son théâtre servait de lieu de rendez-vous aux vieux communards comme aux jeunes collectivistes, il les tutoie tous”*.

En sus, Lisbonne affûte sa plume pamphlétaire de journaliste: en 1884, poursuivant la lutte de la Révolution sociale, il lance le journal maraliste “l’Ami du peuple” et produit, en orbite de sa taverne une “gazette du Bagne” où il propage ses idées.

Les Frites Révolutionnaires

Mais Lisbonne ne s’arrête pas là. Le 6 décembre 1885, il défraie la chronique en offrant un grand déjeuner gratuit “Aux malheureux du 18^{ème} arrondissement”. L’initiative rencontre un tel succès, que dès 5 heures du matin, une queue formidable contourne la Taverne du Bagne et, en cinq fournées, on sert à manger à plus de trois mille pauvres !

54, Boulevard Clichy, 54 (Rue Pigalle)

BRASSERIE DES FRITES

RÉVOLUTIONNAIRES

PRIX

Frites à la Graisse
avec une livre de pain
et 20 c. de vin rouge ou de blanc

BONAPARTISTE 60^c
BOULANGISTE

Frites à la Graisse
avec une livre de pain
et sans de vin rouge ou de blanc.

BOULANGISTE 75^c



Frites à la Graisse
avec une livre de pain
et un verre de Champagne

CLÉRICALE 1^{fr}
ROYALISTE
BONAPARTISTE

APÉRITIFS NOUVEAUX: AMER REVISION, AMER DISSOLUTION. 30 c.
Tous les autres consommations ordinaires. 20 c.

CITIZENS.
A la Brasserie des Frites Révolutionnaires, toutes les Citoyennetés et l'Association sont de gouvernement Français. Pour le dire, j'ai traité avec le grand Napoléon de la place de Paris, le Comte de La Fayette, Jean-Pierre van der Nieuwe-De-Heide.

Un plat de pommes de terre frites est une nourriture extrêmement saine et agréable, et mes confrères ne craignent que de leur avoir donné les moyens de vivre à bon compte. Pour leur en parler, il faut le signer des ÉPIGRAMMES et le servir de Chapeau. — Je ne suis pas une pauvre petite épigramme de l'épigramme de l'épigramme. Cependant, avec cette nourriture saine et abordable, PARIS peut bien être encore appelé un paradis révolutionnaire, puisque l'on ne craint jamais à ne pas être appelé à la dernière extrémité de la République qu'il faut signer son nom.

REMERCIEMENTS. — Excusez-moi d'être si long à vous parler de ma Brasserie, de l'Association, de l'Association, de l'Association et de l'Association.

Permettez-moi de le dire à la fois et de le dire à la fois. Je suis très heureux de voir que mes confrères, et tous les autres, ne craignent pas de leur donner les moyens de vivre à bon compte et de leur donner les moyens de vivre à bon compte. C'est tout ce que je désire et c'est tout ce que je désire. C'est tout ce que je désire et c'est tout ce que je désire.

Quelques années plus tard, en 1888, contraint de déplacer sa Taverne du Bagne au 12 rue de Belleville, il devient le patron d’une taverne d’un nouveau genre, à quelques mètres de l’ancienne. Au 54 boulevard de Clichy, l’impénitent fantassin-arlequin ouvre “la taverne des Frites Révolutionnaires”. Sa singularité? Charles Chincholles, un habitué d’alors nous la révèle: *“Les pommes de terre frites sont apportées aux garçons par des mannequins grandeur nature qui représentent ou Napoléon III, ou Louis-Philippe, ou un propriétaire, ou un huissier de justice, ou un frère, selon que le client demande une frite cuite à la graisse bonapartiste, à la graisse royaliste, à la graisse de propriétaire, à la graisse d’huissier, à la graisse cléricale. Les frites boulangistes sont servies par un cheval noir, et les frites révolutionnaires par un lapin”*

En 1889, il était candidat fantaisiste aux élections législatives. Ses outrances, ses tapageuses réclames, ses facéties et son vécu font de lui un cabotin incontournable de la politique et du spectacle. Il ouvrira d’autres lieux aux noms qui lui ressemblent comme le “Casino des Concierges” et le “Ministère des contributions directes” ou encore le “Concert Lisbonne”.



Mais il finira par faire faillite: l'heure tourne et déjà la politique se transforme sans ambivalence, sans plus d'humour... en spectacle. Et le spectacle industriel des Music-Halls et des cinémas remportent bientôt le consensus des générations futures qui, indifférentes au témoignage des acteurs contemporains, leur préfèrent des avatars et se ruent dans les salles obscures où un imaginaire standardisé se fabrique, au gré des perspectives commerciales.

Les cabarets de Lisbonne désertent la gouaille dissidente des survivants de la Commune sur un air piqué d'Aristide Bruant qu'on entend encore parfois gueuler, le soir lorsque les fantômes daignent revenir.

Les cafés perdront leur nerf d'ambiguïté qui en faisaient le repaire subversif où l'histoire se recomposait à la manière d'un uniforme de mauvais zouave.